



GRUPE DE RECHERCHE  
ET D'INFORMATION  
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

•  
467 chaussée de Louvain  
B – 1030 Bruxelles  
Tél. : +32 (0)2 241 84 20  
Fax : +32 (0)2 245 19 33  
Courriel : [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Internet : [www.grip.org](http://www.grip.org)

Fondé à Bruxelles en 1979 par Bernard Adam, le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité s'est développé dans un contexte particulier, celui de la Guerre froide.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP a depuis acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

Centre de recherche indépendant, le GRIP est reconnu comme organisation d'éducation permanente par la Fédération Wallonie-Bruxelles. En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».

#### NOTE D'ANALYSE – 13 décembre 2013

HELLENDORFF Bruno & KELLNER Thierry,  
*Course aux armements en Asie : vers une nouvelle conférence de Washington?* Note d'Analyse du GRIP, 13 décembre 2013, Bruxelles.

<http://www.grip.org/fr/node/1159>



# NOTE D'ANALYSE

## COURSE AUX ARMEMENTS NAVALS EN ASIE

### Vers une nouvelle Conférence de Washington ?

Par **Bruno HELLENDORFF** et **Thierry KELLNER**

13 décembre 2013

#### Résumé

La montée en puissance de la Chine entraîne dans son sillage un recalibrage des relations de pouvoir à l'échelle régionale autant que mondiale. Corollaire de ce développement, l'Asie orientale et du Sud-Est sont aujourd'hui le théâtre de dynamiques de modernisation militaire majeures, d'autant plus inquiétantes qu'elles sont peu ou mal comprises et apparaissent souvent mal contrôlées par les États de la région.

Cette Note se propose de dégager de ces dynamiques plusieurs lignes de force et pose la question suivante : un court détour par l'Histoire permettrait-il de donner sens à cette modernisation militaire multidimensionnelle ? Peut-on en tirer des leçons utiles pour gérer les défis inhérents à la paix et la stabilité régionales ? Cette Note reprend et élargit différentes opinions des auteurs récemment publiées dans plusieurs médias, comme la [RTBF](#), [The Diplomat](#) ou [Le Temps](#).

#### Abstract

##### **A naval arms race in Asia: Towards a new Washington Conference?**

China's rise brings in its wake a recalibration of power relations at both the regional and global levels. As a corollary to this development, East and Southeast Asia are now the theater of major processes of military modernization. These dynamics are all the more worrying that they are often little understood, and that regional states seldom appear to be in full control.

The present note offers to isolate key dimensions of these evolutions, and addresses the following question: would a small detour into History help in making sense of these multidimensional military modernizations? Would it provide useful lessons to tackle their inherent challenges to regional peace and stability? This note draws on and expands the views expressed by the authors in various media outlets such as [RTBF](#) (Belgium), [The Diplomat](#), and [Le Temps](#) (Switzerland).

## Introduction

Dans le contexte de la montée en puissance du Japon après la Première Guerre mondiale et de tensions grandissantes en Asie, neuf nations se réunissaient à Washington – les États-Unis, le Japon, la Chine, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et... la Belgique – du 12 novembre 1921 au 6 février 1922, pour une conférence consacrée notamment au désarmement naval dans la zone de l'océan Pacifique et de l'Asie du sud-est. Organisée à l'initiative du Président américain Warren Harding, cette « Conférence navale de Washington », également appelée « Conférence

de désarmement de Washington », a abouti à la conclusion de trois grands traités. Malgré d'importantes limitations – avec par exemple l'URSS qui n'avait pas été invitée –, elle a permis d'établir un système de contrôle des armements dans un environnement international difficile en traitant les problèmes de sécurité de toutes les parties concernées. Pour des politologues comme Robert Kaufman, cette Conférence fut un véritable succès en matière de désarmement<sup>1</sup>.

Pourtant, ses résultats finaux restent sujets à débat. En se focalisant sur la consolidation du *statu quo*, au travers d'une limitation du tonnage des différentes flottes en présence, cette Conférence s'est concentrée sur les symptômes avant les causes des tensions. Cela étant dit, elle fut aussi l'occasion pour chaque partie prenante d'exprimer ses intérêts et de voir ces derniers reconnus (largement aux dépens de la Chine à l'époque).

Elle a aussi certainement limité pour un temps la course aux armements navals en Asie-Pacifique et contribué à préserver une paix fragile dans cette partie du monde pendant les années 1920 et 30, jusqu'à la dénonciation de ces traités par le Japon en 1936. Presque un siècle plus tard, l'utilité voire la nécessité d'une version moderne de cette conférence, également consacrée à la question de la limitation des armements navals, apparaît de manière plus pressante. Mais quels sont les enjeux aujourd'hui ? Un rôle serait-il possible pour l'Union européenne ?



Canons navals en phase de destruction, à Philadelphie en 1923, des suites de la Conférence de Washington. (Crédit image: Wikimedia Commons)

---

1. Robert Gordon Kaufman, *Arms control during the pre-nuclear era: the United States and naval limitation between the two world wars*. New York, Columbia University Press, 1990, viii-289p.

# 1. Un développement militaire multidimensionnel

## 1.1. La montée en puissance de la Chine et son intérêt pour la mer

Selon les estimations du SIPRI, les dépenses militaires de la Chine ont augmenté depuis 2000 de 325,5 %, pour atteindre un pic de 166 milliards de dollars en 2012<sup>2</sup>. Dans ce cadre, la réforme et la modernisation de la marine militaire chinoise, entreprises depuis les années 80, se sont considérablement accélérées depuis les années 2000, avec comme symboles notamment la création d'une base de sous-marins nucléaires à Sanya sur l'île de Hainan et le lancement en septembre 2012 du premier porte-avion chinois, le *Liaoning*.

Ces développements capacitaires n'ont pas concerné la seule marine militaire chinoise. Les différentes agences en charge des affaires maritimes (comme le bureau de surveillance maritime de la Chine, les garde-côtes du ministère de la Sécurité publique, l'administration de la pêche du ministère de l'Agriculture et de l'administration générale des douanes ou la police maritime de lutte contre la contrebande), aussi surnommées les « cinq dragons », ont également vu leurs moyens exploser. Or, le personnel de ces agences a été plus impliqué que celui de la marine militaire dans certains incidents maritimes qui ont opposé Pékin à ses voisins dans des zones maritimes contestées au cours de la décennie écoulée. Depuis juillet 2013, Pékin les a en outre fusionnées pour mieux en assurer le contrôle mais aussi pour créer une nouvelle agence unifiée de garde-côtes plus réactive et plus efficace dans la défense des « intérêts maritimes » chinois.

De manière générale, le domaine maritime a pris une importance nouvelle pour Pékin. La création en 2012 d'un groupe dirigeant pour la protection des intérêts maritimes de la Chine (*Central Leading Small Group on the Protection of Maritime Interests*) en est une autre illustration. La conjonction de cet intérêt renouvelé de Pékin pour la mer, d'une expansion militaire et sécuritaire navale sans précédent et de la multiplication d'incidents impliquant des navires chinois dans diverses zones contestées dans les mers de Chine orientale et méridionale, a alimenté l'image d'une Chine plus affirmée dans le domaine maritime et considérablement inquiété ses voisins, désormais engagés eux aussi dans des processus de renforcement militaires.

## 1.2. Le détroit de Taiwan

L'équilibre des forces entre la Chine et Taiwan est dorénavant un lointain souvenir, et Taipei ne cherche plus à atteindre une quelconque parité, en termes de missiles, d'avions ou de tanks, avec une Chine continentale dont le budget militaire représente onze fois le sien. Au vu des forces qu'elle continue d'accumuler de son côté du détroit, Pékin cherche vraisemblablement à se donner les moyens de limiter toute possibilité d'interposition pour la marine américaine dans le scénario d'une réunification non pacifique de l'île nationaliste à la République populaire.

---

2. Stockholm international peace research institute (SIPRI), Military expenditure database, disponible [en ligne](#).

Le ministère taiwanais de la Défense estime d'ailleurs, dans son dernier rapport sur la défense nationale, que la RPC cherche à se doter des capacités nécessaires pour une invasion de Taiwan à l'horizon 2020<sup>3</sup>. Taipei continue par conséquent à développer des moyens de dissuasion. Cheng Yun-peng, le directeur général de la Division de la planification stratégique du ministère taiwanais de la Défense a précisé que Taiwan ne cherchait pas à s'engager dans une course aux armements avec la Chine, mais allait se concentrer sur l'utilisation optimale de son budget de défense et la mise en place d'une armée efficace dotée de moyens asymétriques<sup>4</sup>.

### 1.3. L'Asie du Nord-Est

Au nord, en mer de Chine orientale, la montée en puissance de la marine chinoise représente un défi majeur pour la Corée du Sud et le Japon, deux autres puissances maritimes extrêmement dépendantes de leur accès à la mer pour leur sécurité et leur



Le Destroyer sud-coréen Sejong le Grand (DDH 991) communique avec le USS Lassen (DDG 82), lors des exercices bilatéraux Foal Eagle 2010. (Crédit image: Flickr, U.S. Navy photo, Mass Communication Specialist 2nd Class Byron C. Linder).

prospérité. La marine sud-coréenne a récemment connu une importante montée en gamme, avec l'acquisition et le développement en interne de capacités sous-marines, de combat et amphibies, qui dépassent largement les besoins nécessaires pour faire face à la menace nord-coréenne. Le pays s'est ainsi doté de 13 sous-marins, de destroyers géants équipés du système de combat américain *Aegis*, et de navires amphibies comparables à leurs alter egos chinois. Séoul construit aussi une base navale sur l'île de Jeju, l'un des points les plus méridionaux de son territoire, bien éloigné de Pyongyang mais stratégiquement placé entre le Japon et la Chine.

Le Japon a également exprimé sa préoccupation devant l'accroissement du potentiel militaire chinois. Tokyo a qualifié dès 2010 la Chine de « *préoccupation (concern) pour la communauté internationale et la région* ».

Désormais sous la direction d'un Premier ministre qui a remporté plusieurs élections successives en défendant une ligne « dure » vis-à-vis de la Chine, il a déplacé le point focal de son attention stratégique – historiquement tourné vers les menaces septentrionales nord-coréenne et russe – vers le sud de l'archipel et les îles Senkaku/Diaoyu, où les incidents avec des aéronefs et des navires chinois se sont multipliés depuis 2010. Sa marine a présenté en août 2013 l'un des deux porte-hélicoptères de classe *Izumo* dont il va se doter (une décision prise en 2009), le plus grand navire que le pays ait construit depuis la Deuxième guerre mondiale<sup>5</sup>, et que de nombreux observateurs chinois ont qualifié de « porte-avion déguisé ».

---

3. The Republic of China, [2013 Quadrennial Defense Review](#).

4. Cité dans Joseph Yeh, « [China able to stage attack on Taiwan by 2020: MND report](#) », *The China Post*, 9 octobre 2013.

5. Mike Finn, « [Chinese anger as Japan launches biggest warship since WWII](#) », *The Telegraph*, 7 août 2013.

Le budget du ministère de la Défense pour 2014 prévoit également la modernisation de l'équipement de surveillance et l'acquisition de nouveaux avions de patrouille. Le budget de la Force aérienne d'autodéfense devrait ainsi connaître une hausse de 7 % cette année<sup>6</sup>.

L'annonce faite le 23 novembre 2013 par le ministère chinois de la Défense de la mise en place d'une zone d'identification de défense aérienne en mer de Chine orientale chevauchant à la fois celle du Japon et de la Corée du Sud – et couvrant notamment le périmètre disputé avec Tokyo des Senkaku/Diaoyu mais aussi le plateau submergé de Leo contrôlé par Séoul – a encore ajouté aux inquiétudes déjà présentes dans la région. Tokyo et Séoul, mais aussi Washington, Canberra et Taipei – Taiwan est également concernée par la mise en place de cette zone –, ont fait part de leur inquiétude face à cette mesure unilatérale inopinée en protestant auprès de Pékin.

Défiant cette mesure, les États-Unis, le Japon et la Corée du Sud ont poursuivi leurs vols militaires dans la zone sans les notifier<sup>7</sup>. Séoul a par ailleurs étendu de 66 000 km<sup>2</sup> sa propre zone d'identification de défense aérienne pour répondre à Pékin, la première modification de ce genre depuis 62 ans<sup>8</sup>. L'absence de réaction chinoise à cette décision coréenne laisse à penser que le Japon reste la cible principale de la décision chinoise. Washington a pour sa part essayé parallèlement de calmer le jeu en demandant à son aviation civile de notifier ses vols et en dépêchant Joe Biden pour une tournée diplomatique à Tokyo, Pékin et Séoul.

#### 1.4. L'Asie du Sud-Est

En mer de Chine méridionale, le nombre d'incidents a également augmenté drastiquement depuis 2007, principalement entre la Chine d'une part, et le Vietnam ou les Philippines de l'autre. Manille qui dénonce les actions chinoises dans les récifs de *Scarborough* a d'ailleurs choisi de porter l'affaire devant un tribunal arbitral dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) au grand dam de Pékin.

D'autres pays ont également été impliqués dans cette zone à un moment ou un autre, comme en 2009, lorsque le navire de renseignement *USNS Impeccable* a été victime de manœuvres de harcèlement par des chalutiers chinois. Ou en mai 2013 lorsqu'un pêcheur taiwanais a été tué par des garde-côtes philippins provoquant une vive crise diplomatique entre ces deux pays. En réponse à ces développements, le Vietnam s'est tourné vers la Russie, son partenaire traditionnel, pour acquérir des sous-marins, des frégates et corvettes, des missiles et des avions de combat. Les Philippines se sont quant à elles tournées vers les États-Unis pour renforcer une marine essoufflée, dont l'un des navires phare (la frégate BRP *Rajah Humabon*) date de la Seconde guerre mondiale.

---

6. Chico Harlan, « [China's gradual expansion in the East China Sea poses a challenge for Japan](#) », *The Washington Post*, 30 novembre 2013.

7. Ian Mader, « US airlines warned to stay out of China's new air defense zone », *Associated Press*, 30 novembre 2013.

8. « South Korea declares expanded ADIZ overlapping with other zones », *AFP*, 8 décembre 2013.

Au final, et de manière globale, l'Asie du Sud-Est a vu ses dépenses militaires augmenter de 62 % entre 2002 et 2012<sup>9</sup>.

## 2. Vers une dangereuse course aux armements en Asie ?

### 2.1. Un concept problématique

Le concept de course aux armements navals est problématique à plus d'un titre. D'une part, il implique une certaine rationalité, voire une uniformité, de dynamiques compétitives qui prendraient une vie propre. Une chose en amenant une autre, le dilemme de sécurité implique que le développement militaire d'un État mène à une réponse similaire de ses voisins, et ainsi de suite.

D'autre part, le concept trouve avant tout ses racines dans l'expérience européenne des années 1900-1910, lorsque la *Royal Navy* et la *Kaiserliche Marine* se disputaient la maîtrise des mers via la construction de navires de type *Dreadnought*<sup>10</sup>.

En Asie du Sud-Est comme en Asie du Nord-Est, la modernisation navale chinoise n'explique pas complètement la tendance à une modernisation militaire généralisée. Pas plus que les tensions territoriales. D'autres facteurs ne doivent pas être négligés. Ainsi, bien qu'ils incluent frégates, avions d'alerte avancée, sous-marins, drones et autres avions de combat, les achats d'armements du premier budget militaire d'Asie du Sud-Est, Singapour, sont décrits comme « dirigés contre personne », et semblent orientés vers son voisinage immédiat bien plus qu'envers la Chine. Le pays connaît d'ailleurs une relation stable avec Pékin, à un point tel que la cité-État peut encore se permettre d'entretenir des relations particulières avec Taiwan, en ce inclus dans le domaine militaire.

De son côté, si la Malaisie apparaît ces dernières années comme un importateur majeur de matériel militaire – ayant notamment fait l'acquisition de sous-marins français *Scorpène* – elle n'a pas réagi lorsque la marine chinoise a conduit des exercices au sud des *Spratley* à 1 800 km de l'île de Hainan, mais à peine à 80 km des côtes malaises<sup>11</sup>. En Indonésie, le boom remarqué des dépenses militaires (+266% depuis 2001) trouve une bonne part de sa justification dans les besoins énormes de l'archipel, et d'un « retard à rattraper » mis en évidence lors du tsunami de 2004.

L'appréhension qu'ont chacun des pays de la région de leur propre modernisation militaire, et celle de leurs voisins, en fonction de leur contexte sociopolitique national, de leur développement économique ou encore de leur histoire, apparaît clairement comme déterminante. Ceci étant dit, il faut néanmoins bien relever qu'à l'échelle régionale, l'incertitude et une inquiétude diffuse demeurent.

---

9. Bruno Hellendorff, [Dépenses et transferts militaires en Asie du Sud-Est : une modernisation qui pose question](#), Note d'Analyse du GRIP, 12 juin 2013, Bruxelles.

10. Les cuirassés de type *dreadnought* tirent leur nom du cuirassé ainsi nommé lancé en 1906 par la *Royal Navy*. Ce dernier a révolutionné les plateformes navales lourdes de l'époque en introduisant d'une part, un système de propulsion vapeur et, d'autre part, une puissance de feu jusque là inégalée par l'emport de canons lourds.

11. Sharhiman Lockman, « [Why Malaysia isn't afraid of China \(for now\)](#) », *The Strategist*, 24 avril 2013.

Le positionnement en novembre 2013 du porte-avions chinois *Liaoning* sur sa nouvelle base de Sanya tournée vers la mer de Chine du Sud pourrait contribuer à les accroître<sup>12</sup>.

Aucune marine régionale ne peut en effet suivre le rythme d'expansion de la marine chinoise. Aux efforts de chacune s'ajoute dès lors un mouvement généralisé de rapprochement politico-stratégique avec les États-Unis et dans une moindre mesure, avec d'autres puissances régionales comme le Japon, l'Inde ou l'Australie. Le Pentagone qui a par ailleurs renforcé sa coopération militaire avec l'Australie dès 2011 (base de Darwin) va ainsi déployer plusieurs de ses nouveaux navires de combat littoraux à Singapour. Il a fait mouiller pour la première fois depuis 1972 un de ses navires dans le port vietnamien de Cam Ranh Bay, a renforcé ses bases de Diego Garcia et Guam et approfondi ses coopérations avec la quasi-totalité des armées et gouvernements de la région.

Le Japon et la Corée du Sud ont récemment revu les lignes directrices de leur coopération militaire avec Washington, et réaffirmé l'importance de cette alliance dans leurs calculs stratégiques. Pourtant, si les États-Unis ont fait un retour remarqué en Asie-Pacifique, ils restent confrontés à de nombreux défis, liés notamment à leurs contraintes budgétaires et aux récurrentes luttes politiques dont Washington est le théâtre mais aussi aux questions internationales qui contribuent à détourner leur attention vers d'autres zones de la planète (par exemple, la question du nucléaire iranien et la situation au Moyen-Orient).

## 2.2. Des risques bien réels

Toutes ces dynamiques de modernisation navale, de renforcement des capacités des marines locales ou des coopérations militaires bilatérales, apparaissent à la fois liées les unes aux autres et s'alimentant mutuellement, pour générer une situation de compétition accrue dans le domaine maritime. Mais si les enjeux et moteurs de ces développements interconnectés sont multiples, il n'en reste pas moins que leur point focal demeure l'expansion maritime chinoise et la constitution par Pékin d'une flotte hauturière. Depuis 2000, la flotte de surface chinoise a en effet augmenté de 30 % en nombre de navires, et de 130 % en tonnage<sup>13</sup>. La Chine s'est départie de sa concentration sur ses capacités de « déni d'accès et d'interdiction de zone » (missiles anti-navires et anti-satellites, sous-marins, etc.), pour s'engager dans la voie d'un renforcement naval plus large – étirant sa zone d'intérêt et d'action à ce que ses stratèges appellent la « seconde chaîne d'îles », qui regroupe toute la mer de Chine méridionale et remonte vers le Japon en incluant Guam – et clairement politisé, ce qu'a confirmé le battage médiatique aux forts accents nationalistes qui a accompagné le lancement du porte-avion *Liaoning*.

Le « rattrapage » avec les États-Unis, en capacités et nombres de navires, en ressort comme un enjeu de prestige et de statut pour Pékin et ses élites dirigeantes, un message dirigé tant vers l'international que vers leur audience nationale. Dans ce contexte, le nouveau slogan politique de « rêve chinois » (*Zhongguo meng*), promu depuis l'avènement de Xi Jinping, permet bien des interprétations.

---

12. Minnie Chan, « [Chinese aircraft carrier Liaoning takes up role in South China Sea](#) », *South China Morning Post*, 29 novembre 2013 et « [Tensions Rise as Liaoning Anchors in South China Sea](#) », *China Digital Time*, 29 novembre 2013.

13. Geoffrey Till, *Asia's naval expansion: An arms race in the making?* London: IISS, Adelphi Books, 2012.

Vu son opacité, certaines ne rassurent pas, comme en témoignent les photos récentes publiées sur la page d'accueil du *Global Times* et présentant des officiers formant sur le pont du porte-avions *Liaoning* les mots « Le rêve chinois, le rêve d'une armée forte » (*Zhongguo Meng Qiang Jun Meng*)<sup>14</sup>. Les ambiguïtés de ce slogan, doublées d'un effort naval sans précédent, rappellent à bien des égards la « *Weltpolitik*<sup>15</sup> » promue naguère par l'Allemagne de Guillaume II.

Que les audiences internes, échauffées par l'usage politique de sentiments nationalistes, soient les principales juges et arbitres des choix de l'État en matière militaire est compréhensible. Mais qu'elles en deviennent les seules est problématique, étant donné que le contexte international – et l'État lui-même – est moins à même de juguler les conflits, augmentant d'autant le risque de confrontation armée.

Si les historiens semblent s'accorder aujourd'hui sur le fait que le message de la « *Weltpolitik* » s'adressait sans doute d'abord à l'opinion publique allemande<sup>16</sup>, il n'en demeure pas moins que son ambiguïté a fortement contribué à brouiller l'image de l'Allemagne et à tendre les rapports entre grandes puissances, avec les conséquences que l'on connaît. Une « leçon » qui devrait peut-être être méditée, d'autant qu'un récent sondage d'opinion publié dans *Global Times* montre que l'image de la Chine dans l'opinion publique mondiale est en train de se dégrader. Seul 13 % des personnes interrogées décrivent désormais la RPC comme « pacifique »<sup>17</sup>...

La Chine n'a certes pas le monopole de telles considérations liées à la recherche d'un statut. Dans un écho lointain aux enjeux de la Conférence de Washington de 1922, la plupart des États régionaux sont aussi en quête d'un statut sur la scène internationale qui reflète leurs aspirations et leur interprétation d'une histoire partagée aux nombreux aspects conflictuels. Mais vu la taille de la Chine, sa puissance potentielle, sa nouvelle « assertivité » et ses aspirations, ainsi que l'ambiguïté de son discours, cette tendance est particulièrement perturbante pour ses voisins. Les données de l'équation sont donc complexes. La situation de compétition accrue dans le domaine maritime, le développement concomitant des capacités des différentes marines régionales, l'ambiguïté quant aux objectifs de la modernisation navale chinoise et les erreurs de perception qui peuvent en découler, apparaissent dès lors comme autant de facteurs de déstabilisation, réclamant une réponse internationale adaptée.

---

14. Voir « [Netizen Voices: Chinese Dream, Military's Dream](#) », *China Digital Times*, 20 novembre 2013.

15. Politique étrangère de l'Allemagne post-bismarckienne, rompant avec la "realpolitik" pour revendiquer de manière plus affirmée, voire agressive, son statut de grande puissance.

16. Voir Christopher Clark, *The Sleepwalkers. How Europe Went to War in 1914*. Londres: Penguin Books, 2012, pp. 141 et ss. (et les références de la note 95, p. 593)

17. Détails dans « ['Belligerent', 'tough': survey sheds light on how world views China](#) », *South China Morning Post*, 10 décembre 2013.

## Conclusion

La situation est d'autant plus préoccupante qu'il n'existe pas de régime international de limitation des armements en Asie. Dans ces conditions, n'est-il pas temps de lancer la réflexion afin de trouver une solution moderne à cette question, peut-être inspirée des résultats de la Conférence navale de Washington et tenant compte de ses importantes faiblesses ? Étant donné l'évolution des armements, les ratios exprimés en termes de navires et de tonnage apparaissent largement anachroniques. Par contre, l'expérience de la Conférence de Washington illumine de manière particulière la défense du *statu quo* par les États-Unis et leurs alliés régionaux d'aujourd'hui, en posant la question des causes et symptômes des processus de modernisation militaire, ainsi que leur instrumentalisation interne.

Jusqu'à présent, l'apport de l'ASEAN et des forums régionaux comme l'ARF<sup>18</sup> ou l'ADMM+<sup>19</sup>, quoique remarquable, n'a pas débouché sur une réduction notable des tensions. Comment, dès lors, éviter une aggravation du dilemme de sécurité à l'échelle régionale, qui pourrait conduire à une course aux armements ruineuse pour les États et leurs populations, et surtout s'avérer dangereuse à terme pour l'équilibre d'ensemble de cet espace si important pour l'économie mondiale ? La formule diplomatique adéquate pour tenter de régler cette question reste certes à inventer et on peut penser que les réticences seront grandes. Mais la coopération internationale est indispensable, et si les forums multilatéraux abondent dans la région, ils n'offrent jusqu'à présent que peu d'options face aux enjeux soulevés ici.

Dans ces conditions, l'Union européenne pourrait-elle jouer un rôle ? A première vue, cela semble difficile. L'Union parvient difficilement à se doter d'une politique commune et encore moins d'une stratégie à long terme. Illustration de ce déficit, son intégration en matière de défense et sécurité apparaît bloquée depuis bien longtemps. Face à la Chine ou aux États-Unis, autant qu'envers des poids lourds régionaux comme le Japon ou la Corée du Sud, l'Europe semble aujourd'hui bien démunie. Les baisses drastiques de ses propres budgets et capacités militaires la privent d'utiles instruments de pression et de négociation. Il lui reste néanmoins une position relativement privilégiée de partenaire *sui generis*, fournissant un modèle alternatif de gestion des conflits ancré dans le régionalisme, que des intérêts économiques majeurs attachent fermement aux évolutions sécuritaires asiatiques contemporaines.

Il est clair que l'Union européenne n'a pas fait le choix de la « puissance » prise dans son sens militaire traditionnel. Elle n'est néanmoins pas dépourvue de moyens d'action. Par défaut, ne pourrait-elle pas faire de nécessité vertu, et parier sur l'influence ? Par exemple, au travers d'un positionnement clair de partenaire intéressé, mais neutre, engagé auprès de l'ASEAN pour appuyer les processus d'intégration régionale, qui permettent aux populations de se parler et de se comprendre. Et par là, de traiter les causes plutôt que les symptômes...

---

18. L'ASEAN *Regional Forum* est le premier grand forum multilatéral de la région pour des consultations officielles sur les questions de sécurité en Asie Pacifique. Initié en 1993, il regroupe désormais 26 membres.

19. Conférence élargie des ministres de la Défense de l'ASEAN et de 8 partenaires extérieurs (Australie, Chine, Corée du Sud, États-Unis, Inde, Japon, Nouvelle-Zélande et Russie).

## Les auteurs

*Thierry Kellner est docteur de l'Institut de Hautes Etudes Internationales et du développement (IHEID) de Genève, Chargé de cours au Département de Science politique de l'ULB, membre du REPI et chercheur associé au GRIP et au BICCS. Ses recherches portent essentiellement sur l'étude de la politique étrangère de la République populaire de Chine, de la politique étrangère de la République islamique d'Iran – notamment à l'égard des pays asiatiques –, de la géopolitique de l'Asie centrale, du bassin Caspien et du golfe Persique, et des nouvelles dynamiques politiques et stratégiques en Asie.*

*Bruno Hellendorff est chercheur au GRIP depuis 2011, où ses recherches portent principalement sur les questions de paix et sécurité, ainsi que les enjeux stratégiques en Asie-Pacifique. Il est également doctorant à l'UCL, où il poursuit une thèse sur la politique étrangère de l'Indonésie. Il a aussi publié sur les liens entre conflits et ressources naturelles, dans un cadre essentiellement africain.*

\*\*\*

Avec le soutien de la



Wallonie